

**Titre:** LA LOGIQUE ÉCONOMIQUE DE L'ÉDITION SCIENTIFIQUE CERTIFIÉE  
**Title:** THE ECONOMIC LOGIC OF THE CERTIFIED SCIENTIFIC EDITION

Raimundo N. M. Santos, Docteur, UFSC

[raimundo@cin.ufsc.br](mailto:raimundo@cin.ufsc.br)

Nair Kobashi, Docteur, USP

[nykobash@usp.br](mailto:nykobash@usp.br)

César Bolaño, Docteur, UFS

[bolano@ufs.br](mailto:bolano@ufs.br)

Nadi Helena Presser, Docteur, SENAC/SC

[nadihp@sc.senac.br](mailto:nadihp@sc.senac.br)

**Mots-clé:** Economie Politique; Connaissance; Technologies ; Information

**Key-words:** Political economy; Knowledge; Technology; Information

La production scientifique a toujours été associée au prestige et à la reconnaissance, phénomènes très souvent liés à l'ascension dans le parcours professionnel et dans l'occupation de postes importants. Le fait de publier dans des revues spécialisées ou des périodiques reconnus est, dans la société contemporaine, ce qui certifie le travail scientifique et académique. Par ailleurs, ce critère est aussi considéré pour évaluer les instituts de formation et de recherche, dont la reconnaissance est mesurée par la quantité de travaux scientifiques publiés par le corpus d'enseignants, ainsi que par l'impact des publications. Ceci implique le fait que la revue scientifique participe aux processus de production et consommation de marchandises. La quantité de revues spécialisées et leur portée augmente chaque année, parrainées par des maisons d'édition commerciales et universitaires.

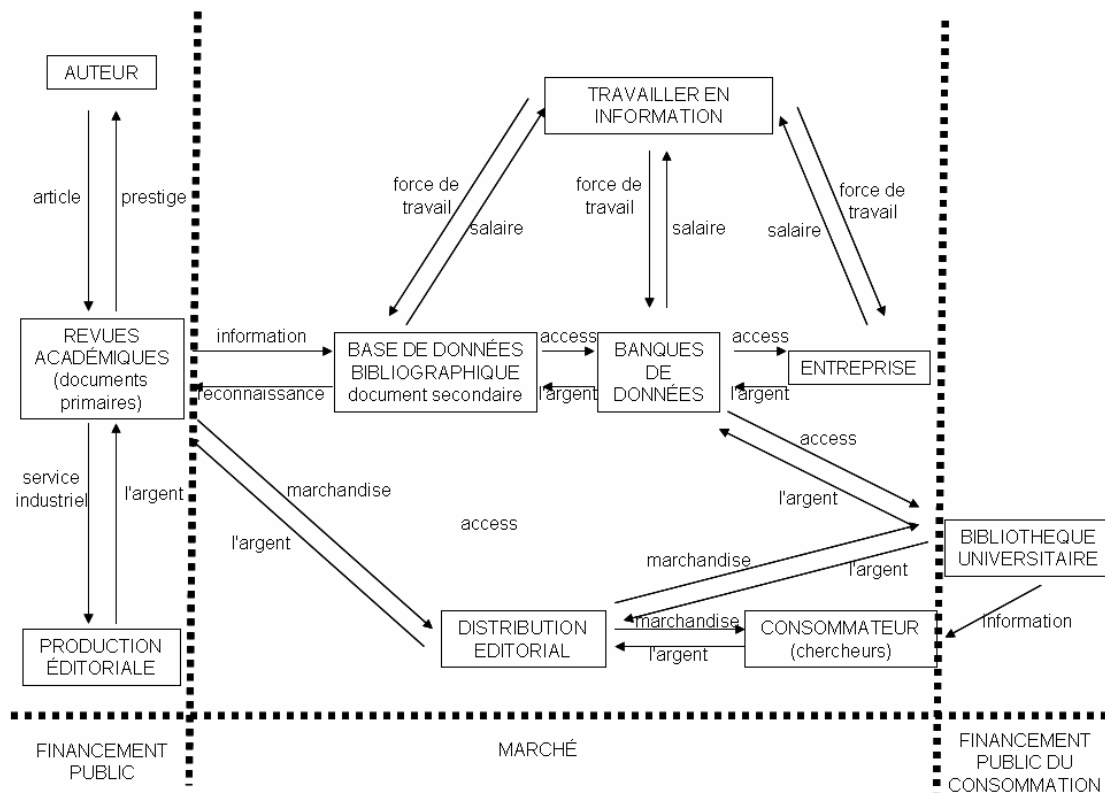
Dans ce marché, prédomine l'esprit de la concurrence: l'emporte celui qui publie en premier une donnée déterminée. Un aspect à souligner dans ce processus est la disjonction entre la production et l'appropriation de l'information: la communauté scientifique produit l'article comme une fonction commune de ses activités professionnelles et, par le biais d'un système de donation, le droit de propriété est gratuitement transféré à ceux qui détiennent la propriété de la revue scientifique, l'éditeur commercial ou universitaire. Actuellement, la distribution de périodiques considérés comme les plus importants au niveau international est monopolisée par des agents commerciaux, qui déterminent leur prix dans le marché.

Ainsi, l'accès à la revue scientifique de prestige a inondé le débat de la communauté scientifique. Les problèmes liés à l'accès sont provoqués tantôt par sa prolifération comme par son prix, principalement dans les domaines scientifiques de pointe.

En considérant la croissance de l'information scientifique, des acteurs privilégiés, sous la dénomination de services d'indexation et résumé, se sont vite présentés, dans le rôle d'intermédiaire pour le dernier utilisateur, devenant responsables de la vulgarisation et commercialisation des services. Ces intermédiaires, attachés à des institutions publiques et privées, réalisent le travail systématique de rassemblement, sélection et classification de tous les documents associés à leurs domaines scientifiques ou techniques respectifs, sous forme de périodiques d'indexation et de résumés dans le jargon populaire nommé d'indices, quand montrent à peine les références bibliographiques, ou d'abstracts quand incluent aussi les résumés des publications.

Avec le développement de technologies de l'information et de communication, cette industrie est en évolution constante, tantôt du point de vue de l'offre d'option de bases de données, qui se spécialise jour le jour et se diversifie, comme du point de vue des services offerts et l'introduction de nouveaux acteurs dans le processus de production de l'information. Les bases de données produites par les services d'indexation et résumés, dans la majorité des cas, sont vendues sous forme de supports magnétiques / optiques à des autres organismes privés qui eux se spécialisent à leur tour dans l'approvisionnement d'information électronique. Ces entreprises adaptent les cassettes des producteurs de bases de données en fonction de leurs conventions et vendent aux bibliothèques, aux institutions de recherche, aux entreprises et aux personnes physiques.

La figure présente un schéma des logiques sociales et économiques et les principaux enchaînements productifs de la production scientifique certifiée.



Le point initial des deux axes centraux sont les revues académiques, alimentées par le travail de recherche des intellectuels associés à des institutions, privées et surtout, publiques, mais représentant en tout cas une sphère publique productive fondamentale à la certification de la connaissance et les articulations entre Science et Industrie, dans laquelle il n'y a pas une relation de type capitaliste entre l'auteur et la revue. Ici prédomine la logique académique de la reconnaissance entre pairs.

La nouveauté, par rapport aux modèles connus de l'économie de la communication et de la culture, est l'enchaînement représenté dans la partie supérieure du schéma (revue – base de données – fournisseur – entreprises/bibliothèques). Ce qui associe la production académique représentée dans la première colonne du cadre, n'est pas une relation capitaliste, mais de reconnaissance. Il y a donc tout une emprise intellectuelle, très productive dans sa totalité, mais dont la productivité, individuelle et collective, ne peut pas être mesurée et, en général non rémunérée, dans la mesure qu'il se présente comme un sous-produit du travail quotidien de recherche, financé essentiellement par des fonds publics.

Le reste de la ligne supérieure représente un enchaînement au contraire parfaitement mercantile, dans lequel est vendu l'accès aux bases de données consultées par un public consommateur constitué essentiellement de chercheurs individuels – les auteurs du début du processus. Comme consommateurs de revues scientifiques, ils peuvent participer à une relation conventionnelle d'achat de la marchandise, ou peuvent avoir accès aux archives des bibliothèques. La norme est que cette consommation soit financée aussi par des fonds publics: l'État acquiert des fournisseurs l'accès aux bases de données référentielles (ou même, comme il est de plus en plus commun, l'accès au texte complet des revues électroniques, comme le réseau Capes au Brésil) et le cède

aux chercheurs associés aux universités ou qui peuvent accéder par les bibliothèques publiques.

Ainsi, il y a une sorte d'appropriation par le privé des ressources publiques destinées à l'information scientifique, dans la mesure que l'accès gratuit des entreprises n'a pas comme contrepartie l'offre aussi gratuite des résultats de la recherche technologique qu'elles réalisent au public consommateur constitué par des chercheurs associés au secteur public. Cette apparente distorsion, qui devrait être aussi correctement quantifiée, est en réalité inhérente à la manière comme se structure l'économie moderne de la connaissance, se faisant traduire dans une sorte d'accumulation primitive du capital, aux dépenses de l'ensemble de la société.

L'ensemble du secteur mercantile, organisé par les enchainements productifs présentés dans la partie supérieure du schéma, est avant tout une puissante machine à succion de fonds publics et de l'exploitation du travail non rémunéré des travailleurs intellectuels définis comme des auteurs dans le premier quadrant du schéma.

La subsumption de ce genre de travail dans le capital est, cependant, qualitativement distincte du modèle traditionnel; elle considère la relation salariale, les mesures de productivité, la valeur de l'utilisation, la valeur de l'échange, un produit homogène, comme l'est l'information, dont les spécificités sont connues, mais n'ont pas lieu d'être discutées ici. Il s'agit par ailleurs de relations capitalistiques de production et de marché, qui définissent une industrie culturelle déterminée.